



En plein génocide, l'Union européenne continue de financer Israël

Description

Dix jours après le blocage d'une livraison d'armes à destination d'Israël dans le port de Marseille, des révélations entachent cette fois-ci l'Union européenne. Un de ses projets phares est mis en cause : le programme Horizon Europe. Un programme qui aurait servi à financer en partie le complexe militaro-industriel israélien.

Par Agence Média Palestine, le 17 juin 2025

93,5 milliards d'euros. Cette somme gigantesque, c'est le montant total de l'aide Horizon Europe, le programme de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation (2021-2027). Théoriquement, ces fonds ne sont pas censés servir un quelconque but militaire. Les débouchés doivent être uniquement civils. Dans les faits, après une enquête publiée le 31 mai dernier par le média belge L'Echo, pas moins de 21 projets du programme Horizon Europe financent directement l'armée israélienne.

La Défense israélienne financée par l'argent de l'UE

Parmi ces financements européens, on retrouve notamment une aide d'un montant de 2,8 millions d'euros à destination d'Israel Aerospace Industries (IAI), un des plus grands groupes de défense israélien. Ce groupe joue ailleurs un rôle majeur dans les opérations militaires israéliennes mises en place depuis le 7 octobre 2023.

Parfois, les financements Horizon Europe arrivent même directement sur le bureau du ministre de la Défense de l'Etat hébreu. C'est le cas du projet "UnderSec". Ce programme, en cours jusqu'à la fin 2026, a pour but la sécurisation des infrastructures sous-marines. Pour ce faire, le ministre a reçu directement 100.000 euros de l'Union européenne.

Même chose pour l'entreprise publique israélienne de défense Rafael Advanced Defence system, qui a reçu un demi-million d'euros des caisses du programme Horizon.

Le média Orient XXI ajoute : *« Depuis le 7 octobre (2023), le programme Horizon Europe, principal instrument de financement de la recherche et de l'innovation, a autorisé l'octroi de près d'une centaine de subventions à des entreprises et institutions israéliennes ».*

Le fonds européen de défense mis en cause

Ce n'est pas la seule voie de financement du complexe militaro-industriel israélien par l'UE. Le fonds européen de défense est aussi dans la tourmente suite aux révélations du média Disclose le 12 juin dernier. Cet organisme, contrairement au programme Horizon, finance des projets directement liés à la sécurité et la défense des pays.

C'est le cas du projet Actus, financé par le fonds européen de défense à hauteur de 42 millions d'euros. Cette enveloppe, bloquée l'année dernière, vise à armer et améliorer des drones militaires. Et elle profite d'abord à la société *Intracom Defense*, coordinatrice du projet, qui a reçu 14 millions d'euros. Sauf que cette entreprise, domiciliée en Grèce, est détenue à 94% par Israel Aerospace Industries. Les drones développés par ce groupe israélien sont utilisés notamment *« pour surveiller, cibler et frapper des bâtiments et campements »* des civils Palestiniens, d'après Disclose.

Le financement des universités israéliennes

De nombreuses organisations de défense des droits humains en Europe dénoncent également les financements européens reçus par les universités israéliennes. C'est le cas de la coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP). Cette organisation explique en marge d'une pétition publiée le 2 juin dernier : *« Les universités israéliennes »*

forment une partie clé du tissu de l'établissement militaro-sécuritaire israélien et de son industrie d'armement.

En Israël, plusieurs universités ont des complexes militaires intégrés dans leurs campus, à l'instar de l'Université de Tel-Aviv (230 millions d'euros de fonds européens) ou encore de l'université Ben Gourion (54 millions d'euros de l'UE). Cette dernière collabore d'ailleurs activement avec l'armée israélienne et le ministère de la Défense pour ses programmes.

D'après l'EECP, elles développent des armes et des technologies de surveillance destinées à être testées dans le territoire palestinien occupé, en collaboration étroite avec tous les principaux fabricants d'armes israéliens. L'organisation cite plusieurs projets et leur financement dans le cadre du programme Horizon : le projet *Herwingt*, 690.000 euros reçus par l'IAI ou encore le projet *Respond Drones* avec 1,4 millions d'euros à destination de l'IAI toujours. Pour rappel, ce groupe de défense se vante d'être une expérience prouvée au combat à fournir des solutions sur son site web.

L'opposition à ces programmes de financement s'organise

Face à ces financements pour le moins douteux, les acteurs de la société civile tentent de forcer l'Union européenne à cesser toutes ses activités et partenariats économiques avec Israël. Contactée, Nozomi Lanza, qui suit ces questions pour l'EECP, affirme que *les institutions européennes sont complices de la situation à Gaza* cause de ces financements. Elle dénonce l'incapacité de ces organismes européens à *contrôler l'éthique de leurs propres projets.*

Les financements européens ne peuvent en effet être alloués à des pays qui violent les droits humains et qui sont en opposition avec les valeurs fondamentales prônées par l'Union européenne. Pour Mounir Satouri, député européen écologiste, *les dirigeants européens doivent urgemment couper court à ces financements, et sortir de la complaisance et de la complicité.* Même son de cloche pour l'EECP, qui entend présenter sa pétition à la Commission européenne le 20 juin prochain. Il y a quelques mois déjà, près de 200 ONG européennes avaient réclamé la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, en vigueur depuis 25 ans.

date créée
2025/06/17